

PRÉFECTURE DE SAÔNE-ET-LOIRE

ARRÊTÉ

DIRECTION des LIBERTES PUBLIQUES
et de l'ENVIRONNEMENT

Bureau de la Réglementation et de l'Environnement

Arrêté de mise en demeure

Société Nouvelle de Dépôts Chimiques
et Electrochimiques (SNDCE)
Zone Industrielle
71240 SENNECEY-le-GRAND

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

N° 11 - 03 523

VU le Code de l'Environnement, notamment le titre I du livre V et son article L.514-1 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 08-01991 du 30 avril 2008 autorisant la Société SNDCE à exploiter une usine de traitement de surface sur le territoire de la commune de SENNECEY LE GRAND ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation complémentaire n° 10-00294 du 20 janvier 2010 concernant les rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique ;

VU le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne établi le 29 juin 2011 à la suite de l'inspection des installations réalisée le 16 juin 2011 ;

Considérant que l'exploitant ne respecte pas les dispositions définies dans l'arrêté préfectoral du 30 avril 2008 aux articles 4.1.2 (absence de système de disconnection) ; 4.2 (absence de plan du site et des réseaux d'eau) ; 4.3.11 (aucun calcul de la consommation spécifique) ; 5.1.7 (dépassement des quantités autorisées de stockage de déchets dangereux) ; 5.1.3 (rétention non étanche des cuves de stockages des bains usés) ; 7.5.3.5 (absence d'aire de dépotage pour la cuve FOD) ; 8.2.3 (absence d'analyses pour certains polluants et absence d'analyses réalisées par un organisme compétent) et 8.2.4 (absence de transmission des résultats de la surveillance des eaux souterraines et de commentaires sur les anomalies détectées) ;

Considérant que l'exploitant ne respecte pas les dispositions définies dans l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 janvier 2010 (mise en œuvre de la surveillance initiale) ;

Considérant que ces manques peuvent porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement ;

Considérant que, en application de l'article L.514-1, lorsqu'un inspecteur des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé ;

Sur proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire

ARRÊTÉ

ARTICLE 1er :

La Société SNDCE est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite à SENNECEY LE GRAND, de respecter, les dispositions suivantes :

- sous un délai de un mois à compter de la notification du présent arrêté :
 - l'article 4.1.2 de l'arrêté préfectoral du 30 avril 2008 en équipant le raccordement à la nappe d'eau et le réseau d'eau public d'un système de disconnection ;
 - l'article 4.2 de l'arrêté préfectoral du 30 avril 2008 en réalisant un plan complet du site et de ses installations ainsi qu'un plan de tous les réseaux d'eau ;
 - l'article 4.3.11 de l'arrêté préfectoral du 30 avril 2008 en transmettant la consommation spécifique de chaque installation et les éléments de calcul ;
 - l'article 5.1.7 de l'arrêté préfectoral du 30 avril 2008 en respectant les quantités de déchets stockés sur le site.

- sous un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté :
 - l'article 5.1.3 de l'arrêté préfectoral du 30 avril 2008 en réalisant des aires de transit de déchets étanches et aménagées ;
 - l'article 8.2.4 de l'arrêté préfectoral du 30 avril 2008 en transmettant les résultats de la surveillance des eaux souterraines et les commentaires des anomalies détectées lors des analyses faites en décembre 2010 ;
 - l'article 8.2.3 de l'arrêté préfectoral du 30 avril 2008 en analysant tous les polluants listés et en effectuant trimestriellement une surveillance des rejets par un organisme compétent ;
 - l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 janvier 2010 en commençant la série d'analyses de ses rejets dans le cadre de l'action nationale de recherches et de réduction des substances dangereuses dans l'eau.

- sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté :
 - l'article 7.5.3.5 de l'arrêté préfectoral du 30 avril 2008 en aménageant une aire de dépotage pour la cuve FOD.

ARTICLE 2 :

En cas d'inobservation des dispositions de l'article 1, il pourra être fait application des procédures prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : DELAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Dijon :

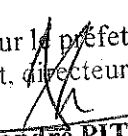
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision,
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

ARTICLE 4 : EXECUTION ET COPIES

Mme la secrétaire générale de la Préfecture, M. le sous préfet de Chalon-sur-Saône, M. le maire de Sennecey-le-Grand, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera faite à M. le responsable de l'unité territoriale de la DREAL à Mâcon.

Mâcon, le **19 JUL. 2011**

Le préfet

Pour le préfet,
Le sous-préfet, directeur de Cabinet,

Alexandre PITON